



Compte-rendu de la réunion téléphonique Direction de l'Aude - OS du 17 avril

Pour la direction étaient présents M. Demonet (nouveau directeur) avec Mme Kervella ainsi que M. Maynaud ; pour les organisations syndicales : Winderberger FO, Faure Solidaires, Coucuron CGT. La réunion téléphonique a duré de 10h30 à 12h30.

Voici un résumé.

1 - Plan de continuité d'activité (PCA) de l'Aude.

Etat chiffré :

La direction aurait envoyé un tableau aux OS mais la CGT ne l'a pas reçu (en tout cas, pas sur son adresse officielle). Les chiffres donnés oralement ne sont pas rassurant puisque, il est dit (cf compte-rendu CHS-CT) que la présence peut monter certains jours à 130 personnes soit 24 % ce qui est au-dessus des préconisations de 20% de la DG. Le directeur nous parle du dialogue de performance qu'il faudra allégé/adapté et surtout orienté vers ce qu'il est possible de faire en 2021, « trois choses : actions prioritaires, objectifs départementaux (pas obligatoires), méthodes et trajectoires ». La CGT répond au directeur que pour parler d'objectifs et de plan-actions pour 2021 encore faudrait-il que les services sachent ce qu'ils vont devenir avec le NR « P » (nouveau réseau de « proximité » de l'Aude).

Le directeur en convient volontiers et dit qu'il ne va pas changer ce qui était prévu, que la réflexion locale va se poursuivre et qu'il attend des nouvelles pour le reste. Des sujets métiers sont évoqués notamment pour les SIE : des listes d'anomalies sont revenues concernant les aides de 1500 € (RIB, identifiants) avec 182 dossiers pour l'Aude. Sur les révocations de mandats à tort par les entreprises, les appels par les services sont en cours et des premiers résultats arriveraient. Attention le dispositif d'aide aux entreprises est élargi mais aucune surcharge de travail n'est remontée des chefs de service SIE.

Sur le travail des agents, la CGT demande combien de PC portables en plus sont finalement arrivés : 25 dont 9 pour le CDC. Nous signalons que des agents qui ont demandé des PC portables depuis le début ne sont toujours pas dotés, que sur tous les sites des agents sont exclus du PCA sans savoir pourquoi, que des agents viennent travailler à l'inverse tous les jours, que des roulements sont donc manifestement organisés avec toujours les mêmes agents. La direction va au devant de très nombreux contentieux

d'autant plus que désormais les agents vont perdre des jours de congé/artt en fonction de leur position administrative et du nombre de jour sans ASA (voir plus bas point 3 sur la RH). **Déjà des discriminations semblent remonter** sur les RQTHandicapés, peut-être sur des temps partiels etc ... pareil sur la question des primes pour qqs fonctionnaires d'Etat (voir tracts du national sur ces sujets). **La CGT combattra toutes les injustices et défendra tous les agents.**

Campagne IR :

Le directeur rappelle les nouveautés générales : déclaration automatique (avec envoi de 2 mails), modif des données pour calcul PAS, 1ère année en opérationnel « PAS » (avis d'imposition etc), accueil « spécial ». Le message est de faire monter les équipes de travail en puissance, la recommandation de la DG est 40% pour les SIP et le directeur voit une montée plutôt progressive (pas tout de suite 40%). La direction avoue une inconnue sur la réaction des usagers face à une période inhabituelle pour une campagne IR : utilisation massive des outils à distance ? ; « tous » vont venir le 11 mai ? Comme en N-1, des déports de charges CDC vers certains sites SIP ne sont pas exclus.

Dans les CDC (désormais passés « France entière »), des téléphones peuvent être basculés chez l'agent et E-contact traité également à domicile. L'impossible est devenu possible. Le basculement des téléphones SIP à domicile serait impossible pour les centres des finances publiques (problèmes d'autocoms trop différents ...). Bref un manque d'investissement et de réflexion de la DG pour le rendre possible car techniquement ça l'est tout à fait. Le directeur dit que s'il fallait délaissier une mission ce serait le téléphone dans les SIP et privilégier le E-contacts. Les E-contacts et les appels d'APRDV (masqués) pourront se faire à distance (à domicile) dans les SIP également mais pour la CGT encore faut-il que les agents aient accès à toutes les applications nécessaires pour pouvoir bien renseigner l'utilisateur. Le 10/04 la direction avait annoncé que l'APRDV était pleine jusque mi mai (à confirmer)....

« On se félicite de votre discours » dira plusieurs fois un syndicat de l'Aude au nouveau directeur, la CGT n'a pas très bien compris pourquoi mais il est vrai que les réunions téléphonées ne facilitent pas une bonne

compréhension.

Justement, la question du CDC est à peine abordée quant à sa nouvelle organisation (question plus détaillée dans le CHS-CT) : on nous dit qu'un nouvel aménagement a été réalisé (espacement des postes ...). **Mais ce que nous apprendrons des agents à la sortie de cette réunion, c'est qu'il est prévu un retour à 35 agents dès lundi puis « 37,5 » agents !** On est très au dessus des 50% (chiffre proposé déjà trop élevé) préconisé dans un premier temps dans les CDC par la DG ! Les mesures de protections sont pour la CGT insuffisantes (masques, matériel etc). Dans d'autres CDC, le taux de présence est bcp plus bas, dans d'autres il a été diminué de moitié après intervention des agents avec leur syndicat. La direction répond que des professionnels de notre CHS-CT (ISST par exemple viendra sur place, lundi, mais lundi ça aura déjà commencé selon le planning envoyé par M. GASC). Nous avons déposé un droit d'alerte (à voir sur notre site), le samedi vers 18h dont la direction a accusé réception. Nous avons proposé aux autres OS d'en faire de même (faute d'avoir réussi à les contacter samedi). **A n'en pas douter la DG préfère prendre le risque d'une contamination des agents et leurs familles pour garder la face d'une campagne d'IR réussie malgré une situation compliquée** : le pari se fait sur la santé des agents CDC en particulier (mais pas que !), la DG et le gouvernement pourront communiquer qu'ils ont des « administrations championnes » et bien sûr remercier leurs merveilleux agents... **Ceci n'est pas acceptable en l'état actuel très faible de protection des agents dans les bureaux ! La DGFIP ne doit pas devenir un foyer de contamination !**

2 – Congés, RTT, repas, mutation...

Concernant les jours RTT/Congés, c'est la totale ! Contrairement à ce que nous a dit notre direction (voir compte-rendu du 10 avril), tous les agents auront des retrait d'artt ou congés : 10 au total qui seront diminués au prorata des jours de présences (calcul en 2 périodes, voir les détails du décret) ; quant aux télétravailleurs ce sera sur une base de 5. Nous ne connaissons pas encore les modalités du calcul mais la direction a bien admis qu'on allait droit vers de très nombreux contentieux. M. Maynau précise que la RH a trois codes : présentiel (badgeage), télétravail (code télec), ASA 30 ! Mais ce n'est pas si simple ! La CGT ira en appel et au tribunal (si des appels sont possibles, ce que l'on ne sait pas) pour tous les dossiers. Quant à une prime (350, 650 ou 1000 brut), elle concernerait les agents en présentiel (rarement en télétravail) et avec une surcharge de travail....

Un décret du 07/04 vient de sortir pour la prise en charge des frais de repas dus à la fermeture des restaurations collectives. Ceci est le résultat d'une demande de la CGT fonction publique. Une note DG est sortie et précise que jusqu'au 15 avril, une attestation sur l'honneur des jours de présence est

suffisante sous visa du chef de service. Mais après cette date il est demandé de justifier les dépenses sans que soit précisé la nature des justificatifs ; la direction locale ne savait pas et était en attente...

3 – Nettoyage.

A limoux c'est bien la même entreprise qui dépêche le personnel remplaçant la titulaire.

Sur la cité administrative : la Cgt demande les suites de la décision de la direction sur les espaces communs machine à café et fumoir et dénonce l'enlèvement de toutes les chaises et mobiliers. La direction voulant dogmatiquement les fermer dans un premier temps (voir détails dans précédent compte-rendu). Si la direction se plaint de chaises qui auraient été trop rapprochées par de « coupables » agents (car ce sont bien les agents qui sont irresponsables et non le gouvernement et sa politique en matière de santé...) dans ces espaces, nous avons donc signalé qu'il pouvait au moins en laisser une !! ce qui apparemment est fait depuis ...

Evidemment, si une dégradation de la protection des agents était constatée notamment pour la campagne IR comme c'est prévisible ou quelque-soit le service **la CGT se battra et prendra toutes les initiatives possibles pour défendre la santé des agents.**

La CGT Finances Publiques 11 attire l'attention des collègues à ne se laisser faire en aucune circonstance malgré la situation : pas question de se mettre en danger, ou d'accepter des discriminations, injustices mauvaises décisions d'organisation ou autres ! **Nous n'oublierons pas la gestion tardive de la crise sanitaire et les fiascos en cours**, ni les revendications de la santé encore cet hiver et leur banderole qui disait « l'Etat compte les sous, bientôt on va compter les morts ! ». **De manière plus générale, le gouvernement Macron/Philippe et l'oligarchie financière (les monopoles) entendent nous faire payer. Nous ne paierons pas ! Et nous devons nous préparer à une nouvelle offensive contre les travailleurs** tandis que le covid 19 a été le déclencheur d'un nouveau pic de crise du capitalisme déjà annoncé depuis plusieurs mois comme pire que celui de 2008 ! Des maintenant le vote de « l'état d'urgence sanitaire » remet en cause nos droits y compris à la dgfip et des centaines de milliards sont versés aux entreprises ... **préparons notre contre-offensive !**

Fabrice Coucuron (co-secrétaire) pour la section CGT DDFIP 11

N'hésitez pas, contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11

Beaucoup de nos militants sont malheureusement confinés envoyez des mails à la fois à cgt.ddfip11@gmail.com en plus de cgt. ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr et à Annie Gendron.

Site de la section de l'Aude: <http://www.dgfip.cgt.fr/11/>